



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 janvier 2006  
Français  
Original: anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquantième session

27 février-10 mars 2006

Point 3 c) i) et ii) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale  
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation  
des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines  
critiques et nouvelles mesures et initiatives :**

**Renforcement de la participation des femmes au développement :  
instauration d'un environnement propice à l'égalité des sexes  
et à la promotion de la femme, notamment dans les domaines  
de l'éducation, de la santé et du travail**

**Participation des femmes et des hommes, sur un pied d'égalité,  
à tous les niveaux de la prise de décisions**

### **Déclaration présentée par World Vision International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

\* \* \*

---

\* E/CN.6/2006/1.



## Déclaration

World Vision International accueille favorablement le thème prioritaire retenu par la Commission de la condition de la femme en 2006, le renforcement de la participation des femmes au développement. Nous souscrivons à l'objectif qu'est l'instauration d'un environnement propice à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme, en intervenant notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du travail, et face à la violence. World Vision travaille dans près d'une centaine de pays en vue de réaliser le progrès de tous les êtres humains, en ayant consciemment l'intention de faire d'autonomiser les femmes et les filles. Des mesures concrètes doivent être prises pour satisfaire les besoins physiques, spirituels et psychosociaux des femmes et des filles, en veillant à ce que chaque individu soit pleinement inclus et puisse concevoir activement les politiques et pratiques et y participer, sans considération d'âge, de sexe, de handicap, d'état de santé, d'appartenance ethnique ou d'autre caractéristique<sup>1</sup>. Pour réaliser ces objectifs, World Vision reconnaît que les hommes et les garçons doivent faire partie intégrante de la solution et que les femmes et les filles doivent participer à la prise de décisions à tous les niveaux, dans la famille, la communauté et la société.

## Éducation

L'objectif du Millénaire pour le développement qu'est l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire est reconnu comme essentiel par l'ONU et par la communauté du développement pour assurer la participation des femmes au développement et l'élimination de la pauvreté. Des taux élevés d'analphabétisme des femmes, en particulier au niveau communautaire, les empêchent de participer au développement sur un pied d'égalité. L'éducation et la scolarisation des petites filles accusent un retard par rapport à celles des garçons dans la quasi-totalité des pays en développement<sup>2</sup>. Il faut redoubler d'efforts pour influencer les parents et encourager les filles à poursuivre leur éducation. Les mariages précoces sont une pratique néfaste qui affecte la santé psychosociale et physique des filles, le développement de leurs futurs enfants, et qui les amène généralement à quitter l'école. Il faut absolument informer les hommes et les garçons des méfaits des mariages précoces et mobiliser la communauté et les autorités religieuses, ainsi que les responsables gouvernementaux, pour garantir les droits des femmes et des filles et assurer l'application des lois relatives au mariage et à la famille.

*World Vision recommande :*

1. D'éliminer toutes les restrictions touchant à l'éducation des filles et des femmes, y compris les frais de scolarité, les attitudes discriminatoires et l'absence de sécurité et de transport.
2. D'accroître le financement disponible pour la construction d'écoles, de toilettes pour filles, la rémunération d'enseignantes, la formation des enseignants, les transports et les incitations en espèces pour les parents afin d'assurer l'accès à une éducation primaire et secondaire de qualité.

---

<sup>1</sup> La définition de « développement inclusif » est empruntée au International Disability and Development Consortium (IDDC), dont World Vision est membre.

<sup>2</sup> UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, 2004.

3. De mettre en œuvre des programmes d'éducation et de sensibilisation qui assurent la promotion des possibilités existant pour les filles (y compris les jeunes filles handicapées) de suivre une éducation et de mener des carrières, ainsi que des avantages découlant de l'éducation, renforçant les moyens d'action des parents et luttant contre l'opinion selon laquelle il n'est pas utile d'éduquer les filles.
4. D'inclure des discussions sur la protection des enfants, la violence familiale et les rôles sexosociaux et l'égalité entre les sexes dans tous les programmes scolaires, et renforcer la capacité des enseignants de contrecarrer la discrimination entre les sexes.
5. De promouvoir des programmes qui abordent les effets négatifs liés aux questions de la dot et des mariages précoces, et de former les enseignants à réagir de façon appropriée pour protéger les filles contre le mariage précoce.
6. De traiter du droit à l'éducation des mères adolescentes en offrant des possibilités d'éducation non scolaire, y compris l'alphabétisation, l'acquisition des compétences parentales et la formation professionnelle.

### **Santé**

Une mauvaise santé et des soins de santé inadéquats empêchent les femmes et leurs enfants de participer au développement. La pandémie de sida continue de détruire la vie de femmes et de filles dans le monde entier et porte atteinte au développement de leur communauté et de leur société. Les jeunes femmes constituent le groupe de personnes nouvellement infectées qui croît le plus vite, du fait de leur manque de pouvoir social. World Vision, considérant que l'élimination des rôles sexosociaux préjudiciables et l'autonomisation des femmes et des filles sont des éléments essentiels dans la lutte contre la propagation du sida, investit des ressources et des compétences spécialisées considérables dans la lutte dans les pays les plus touchés.

*World Vision recommande :*

7. De sensibiliser le public aux besoins spéciaux des adolescentes, des femmes en âge de procréer, des femmes âgées et des femmes handicapées en matière de santé et de nutrition.
8. Que les gouvernements accroissent leur crédits budgétaires alloués à l'amélioration des normes de santé pour les femmes, en assurant un approvisionnement suffisant et régulier en médicaments, matériaux et personnel formé et au fait des besoins de femmes souffrant ou non d'un handicap dans tous les centres de santé et hôpitaux à tous les niveaux.
9. De faciliter l'autonomisation sociale, politique et économique des femmes de façon à ce qu'elles soient mieux à même de négocier avec leurs partenaires et de se protéger contre le VIH.
10. De travailler en s'appuyant sur les écoles, les organisations confessionnelles et les institutions communautaires pour assurer l'accès à des informations sanitaires judicieuses; sensibiliser les hommes et les femmes aux droits et responsabilités de chacun; et lutter contre les stigmates, les dénis et la discrimination dont souffrent les femmes et les hommes et les filles et garçons touchés par le VIH/sida.

11. De travailler avec les notables locaux, les parents et les hommes en vue de mettre un terme aux pratiques néfastes – tant traditionnelles que récentes – telles que le mariage précoce, les mutilations génitales féminines et le lévirat, qui ont pour effet d'accroître la vulnérabilité des femmes à l'infection au VIH et de causer d'autres préjudices aux femmes.
12. D'apporter un soutien supplémentaire à la recherche et à la distribution de méthodes de prévention du VIH dont les femmes ont la maîtrise.

### **Travail**

Le plein accès au marché du travail et la reconnaissance de la contribution des femmes sont essentiels pour la participation des femmes au développement et à la réduction de la pauvreté. Les gouvernements devraient garantir l'exercice par les femmes de leurs droits économiques sur un pied d'égalité et l'élimination des pratiques discriminatoires. Les mesures prises à cette fin contribueront à une participation effective des femmes aux structures du pouvoir et à la prise de décisions.

*World Vision recommande :*

13. De créer des programmes et de sensibiliser les hommes et les femmes afin qu'ils reconnaissent et allègent les fardeaux supportés par les femmes du fait qu'elles doivent assumer un triple rôle au foyer, sur le lieu de travail et dans la communauté, et de promouvoir la participation des femmes à la prise de décisions sur un pied d'égalité.
14. De renforcer le système de protection sociale pour permettre aux femmes de travailler en dehors du foyer en offrant des crèches pour les enfants et des centres d'accueil pour les personnes âgées, qui soient de qualité et gratuits ou subventionnés.
15. Que les organismes gouvernementaux et internationaux, les organisations non gouvernementales, les employeurs et les syndicats assurent l'égalité de salaire et de droits à toutes les femmes.
16. De faire respecter les droits fonciers des femmes et de créer des programmes en vue de prévenir la migration d'un grand nombre de femmes et de filles des zones rurales vers les centres urbains, où elles sont exploitées comme main-d'œuvre.
17. D'encourager les femmes qui occupent des postes de direction à renforcer leurs capacités, leur confiance, leur assurance et leurs qualités de chef et d'accroître le nombre de femmes qui peuvent servir de modèles; parallèlement, de sensibiliser les hommes aux avantages qu'ils peuvent retirer de l'égalité des sexes, qui leur permet d'avoir des relations avec des femmes autonomes et de travailler avec elles.

### **Violence**

World Vision appelle spécialement l'attention sur la question urgente de la violence fondée sur le sexe. La violence contre les femmes est une violation des droits de l'homme qui empêche les femmes de participer au développement en détériorant tous les aspects liés à la santé, les empêchant d'avoir accès à l'éducation et limitant leur capacité de travailler dans des conditions de sécurité. La violence

physique, psychologique et sexuelle sont des problèmes qui perdurent et dont souffre chaque collectivité. La violence familiale est une forme de violence particulièrement insidieuse et souvent cachée qui est tolérée et passée sous silence par les gouvernements et les responsables de l'application des lois qui considèrent qu'il s'agit d'une question d'ordre privé. Du fait de leur vulnérabilité et de leur invisibilité, les femmes et les filles handicapées sont les personnes qui risquent le plus de subir des violences sexuelles. Les conflits armés exposent tout le monde à la violence, aux mutilations et à la mort, mais particulièrement les femmes et les filles à la violence sexuelle du fait de leur sexe. Il est essentiel de changer la façon dont les gens pensent pour s'attaquer à la violence fondée sur le sexe, et World Vision reconnaît que les politiques et les lois ont peu d'effet si la collectivité ne fait pas preuve de compréhension et n'apporte pas son soutien.

*World Vision recommande :*

18. De fournir des procédures, stratégies de communication, matériaux et compétences spécialisées appropriés pour enquêter sur les viols et les autres affaires de sévices sexuels, et de détecter et de signaler les affaires de violence contre les femmes sans porter atteinte à la sécurité des personnes qui signalent ces affaires.
19. De traiter activement de la question de la violence fondée sur le sexe, et de fournir des fonds et des moyens de plaidoyer pour élaborer et appliquer des lois qui permettent aux femmes et aux filles d'avoir un recours devant la justice.
20. Que les dirigeants politiques, religieux et communautaires, les groupes d'hommes et les médias jouent un rôle vital en encourageant les habitants à faire entendre leur voix, à assumer leurs responsabilités et à prendre des mesures propres à prévenir la violence familiale dans leur quartier et la société en général.
21. Que les gouvernements dans une situation de conflit ou de catastrophe garantissent le droit des femmes et des filles à la protection, trouvent des mécanismes faisables et des mesures d'application des lois, et appliquent les politiques pour faire face aux violations.
22. Que la communauté internationale appuie les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration fondés sur le sexe, qui prévoient des installations séparées pour les femmes et les filles.
23. D'élaborer une approche d'ensemble pour faire face à la traite d'enfants et à l'exploitation sexuelle commerciale en s'appuyant sur les trois axes que sont la prévention, la protection et les poursuites judiciaires.

Après de nombreuses décennies d'actions en faveur de l'autonomie des femmes, poursuivre l'action conformément aux promesses et aux plans aux niveaux local, national, régional et mondial demeure un défi majeur qui fait obstacle à la promotion de la femme. Il est difficile de demander des comptes aux gouvernements et de soutenir les documents ambitieux par le pouvoir. Nombre des traités et accords signés par les États deviennent plutôt des expressions symboliques qui, dans la pratique, se traduisent ni par de véritables améliorations des positions ni par des changements au niveau de la condition de la femme. En conséquence, World Vision demande à tous les États Membres de prendre au sérieux leurs engagements

précédents à l'égard des femmes et des filles et de promouvoir des conditions propices à des relations sur un pied d'égalité et à la responsabilité entre les hommes et les femmes. Pour cela, World Vision demande instamment aux gouvernements de mettre en place des mécanismes pour donner suite à leurs engagements. De plus, World Vision suggère d'établir un partenariat avec des institutions sociales telles que les églises, les conseils des anciens, les notables et les autres sources d'influence en vue d'éliminer les obstacles qui empêchent la pleine participation des femmes.

---